



Zoom

## COMPTES DE L'AGRICULTURE : une baisse du revenu contenue par le repli de l'emploi

### INDICATEURS-CLÉS DU TRIMESTRE

#### Indice des prix des produits alimentaires

- ↗ production agricole : + 4,0 %
- ↗ production agroalimentaire : + 0,5 %
- ↘ IPAMPA\* : - 0,7 %
- ↘ consommation alimentaire : - 0,6 %

\*Indice des Prix d'Achat des Moyens de Production Agricole (mai-juillet 2016)

#### Commerce extérieur agricole et agroalimentaire

- ↘ solde commercial français : 1 834 M€
- ↗ solde commercial Hauts-de-France : 299 M€ (2<sup>ème</sup> trim. 2016)

↘ Cours du baril de pétrole Brent : 46,62 \$  
- 5,8 % sur un trimestre (27/09/2016)

↗ Cotation Euro-Dollar : 1 € = 1,13 \$  
+ 1,8 % sur un trimestre (27/09/2016)

→ Croissance du PIB : 0,0 % (2<sup>ème</sup> trim. 2016)

↗ Déficit budgétaire : - 3,5% du PIB

↗ Dette publique : 97,5 % du PIB  
(1<sup>er</sup> trimestre 2016)

A l'heure d'une situation agricole française difficile, les chiffres du revenu agricole 2015, récemment publiés et affichant une hausse, semblent déconnectés de la réalité. Derrière cet indicateur économique qui cristallise tous les débats, il y a des évolutions structurelles réelles fortes comme le repli continu de l'emploi agricole.

#### La baisse de l'emploi : variable d'ajustement du revenu agricole

Le chiffre du revenu largement médiatisé correspond au revenu net par actif non salarié. Il s'agit donc d'un rapport entre le revenu net de la branche agricole et le nombre d'actifs non salariés, c'est-à-dire un agrégat macroéconomique dépendant de l'évolution de ses deux composantes. La première, le revenu net de la branche agricole, est de plus en plus volatile, enregistrant des variations marquées, positives ou négatives, d'une année à l'autre. Mais cette volatilité masque une tendance à la baisse sur le long terme de 2,2 % par an depuis 1990. Ainsi chaque année, l'agriculture génère de moins en moins de revenu en France et contribue plus faiblement à la richesse nationale (PIB).

Quant à l'emploi agricole non salarié, 2<sup>ème</sup> composante, il n'est pas concerné par la volatilité puisqu'il connaît une baisse structurelle continue depuis 1950 (-3 % par an). C'est le seul secteur économique français à connaître une telle évolution : l'emploi agricole a été divisé par 7 depuis 1950, par 4 depuis 1970 et par 2 depuis 1990.

Ainsi, comme l'emploi baisse plus vite que le revenu agricole, le revenu par actif non salarié continue d'augmenter !

La situation en Hauts-de-France est encore plus significative. La région est souvent dans le haut du palmarès des revenus agricoles. En 2015, elle affiche un revenu de 48 600 € par actif non salarié contre 29 000 € en moyenne nationale. Mais derrière cette « performance » se cachent un revenu agricole qui se maintient un peu mieux qu'au niveau national et, surtout, un emploi non salarié qui recule plus vite que dans les autres régions. Mathématiquement, l'indicateur de revenu par actif non salarié reste donc élevé !

#### Une productivité du travail très élevée limitant « la casse »

Si l'emploi agricole baisse plus vite que le revenu généré, c'est que la productivité du travail en agriculture ne cesse d'augmenter. Elle minimise ainsi la baisse de revenu engendrée par le repli de l'emploi. La compensation est d'autant plus importante que l'agriculture est le secteur champion de la productivité. Depuis 1950, la productivité agricole a augmenté 2 fois plus vite que dans tous les autres secteurs économiques français, sur un rythme de 6 % par an en moyenne.

Encore une fois, la situation régionale est à souligner. La croissance de la productivité est 2 fois plus rapide en région qu'en France depuis 25 ans et permet ainsi au revenu net de la branche agricole de mieux résister.

Cependant, dans le contexte de forte volatilité des prix et de dérèglement climatique, l'agriculture est de plus en plus chahutée, présageant de résultats économiques 2016 désastreux. A voir si les chiffres macroéconomiques le révéleront...

### Une productivité du travail\* élevée en Hauts-de-France conjuguée à une forte baisse de l'emploi agricole

Évolution des composantes du revenu agricole net par actif non salarié (Base 100 en 1990, euros constants)



\* productivité du travail = valeur ajoutée brute en euros constants / emploi non salarié en UTA (unités de travail annuel)  
Source : Agreste – SSP Comptes de l'agriculture, Traitements Chambre d'Agriculture NPdC

# AGRICULTURE BIOLOGIQUE

## Le marché français du bio : vers un changement d'échelle

Les derniers chiffres de l'Agence Bio le montrent : l'agriculture biologique confirme son envol en France en 2016, contrastant ainsi avec la situation de crise agricole actuelle. Si le marché du bio semble résister aux aléas conjoncturels et séduire ainsi beaucoup d'agriculteurs, c'est de plus en plus un mouvement de fond qu'un effet de mode qui est en train de s'opérer en France.

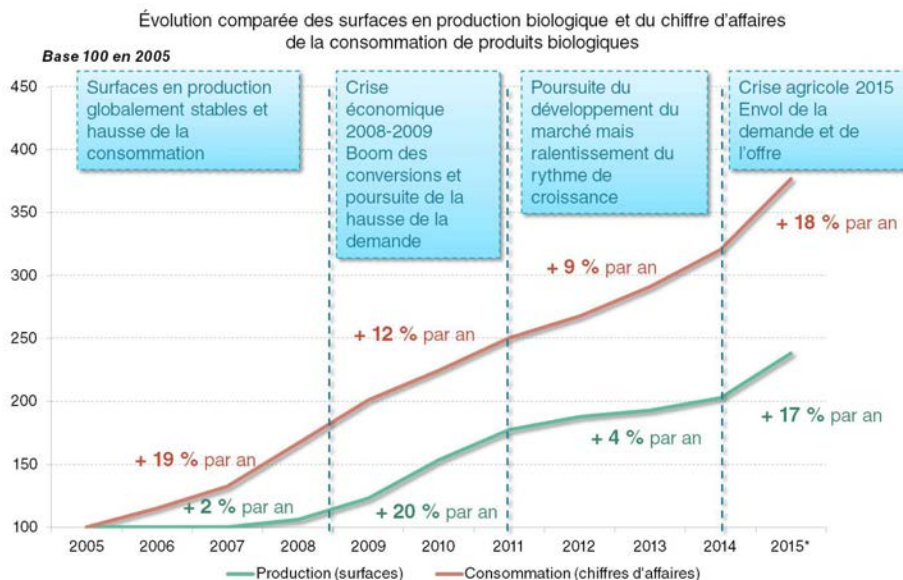
### La conversion, un rempart contre la volatilité et la crise ?

Le mouvement était déjà très net en 2015 (+ 8,5 % de conversions en bio). Il s'est encore accéléré cette année en France. En 6 mois, **le taux de conversion à l'agriculture bio a bondi de 10%**, portant à 7,2 % le nombre de fermes de ce type. Ainsi, chaque jour, on compte 21 nouvelles fermes bio. D'ici la fin de l'année, les terres consacrées au bio dépasseront la barre de 1,5 million d'hectares, soit près de 6 % de la surface agricole utile. En effet, 260 000 hectares viennent d'entrer en 1<sup>ère</sup> année de conversion.

L'extrême volatilité des cours et les crises à répétition peuvent susciter toutes sortes de questionnements. Les similitudes avec la crise de 2008-2009 sont évidentes : la mauvaise conjoncture encourage davantage à trouver des nouveaux ressorts de croissance. Et la conversion vers le bio semble être, pour le moment, un bon moyen d'y arriver.

**Les producteurs de lait sont devenus des locomotives du mouvement.** La différence de rémunération et la stabilité des prix a pu convaincre bon

### Une croissance de la filière bio poussée par la consommation et les crises économiques



\* estimations - Source : Agence Bio, traitements Chambre d'Agriculture NPdC

nombre d'éleveurs. Le lait bio était payé 450 € la tonne au producteur quand le lait standard devait se contenter de 257 € au plus bas. **Le blé est l'autre grande production en plein chambardement**, pour les mêmes raisons de forte chute des cours et de perte de rentabilité des exploitations. La hausse de 50 % des aides à l'hectare de céréales bio, de 200 à 300 €, a pu également entrer en jeu, tout comme les besoins croissants en alimentation du bétail bio. La part des surfaces en blé bio reste toutefois modeste. Elle est nettement plus importante dans les légumes secs (20 %), en arboriculture (13 %) et plantes aromatiques.

### En Hauts-de-France, un poids plus important des opérateurs de l'aval de la filière

Si la progression des surfaces et des conversions est généralisée en France, **certaines régions connaissent une croissance plus marquée que d'autres.** Les Hauts-de-France ne comptent pour l'instant qu'à peine 1 % de la SAU en bio. Ils s'inscrivent néanmoins dans la même dynamique de croissance qu'au niveau national (+ 4 % pour les surfaces entre 2013 et 2014 en région et en France). La région ne rassemble que 2 % des producteurs bio français mais elle se démarque par l'importance des opérateurs industriels et de la distribution bio (6 % du total national).

### Un marché en demande : près de 7 Md€ en 2016

Si le boom de 2016 semble corrélé à la situation économique compliquée de l'agriculture conventionnelle, le développement de la filière bio tient également d'une évolution structurelle, notamment **du fait du dynamisme de la demande.** En effet, les consommateurs sont de plus en plus enclins à

acheter des produits issus de l'agriculture biologique, tant pour des aspects santé que développement durable. La bio fait désormais partie des habitudes des Français qui ne sont plus que 12 % à déclarer ne jamais en consommer alors qu'ils étaient 4 fois plus en 2003 (46 %).

D'ici la fin de l'année, le marché bio devrait atteindre les 6,9 Md€, soit un gain de 1 Md€ en seulement un an. Au 1<sup>er</sup> semestre 2016, la croissance du marché est de +20 % par rapport au 1<sup>er</sup> semestre 2015 et poursuit **le mouvement continu de hausse engagé depuis la fin des années 1990.**

La consommation a progressé dans l'ensemble du territoire, même si la part consacrée au bio diffère sensiblement selon les régions. Au sud-ouest, un habitant dépense en moyenne 90 à 110 € par an contre moins de 50 € dans les Hauts-de-France, une variation qui peut s'expliquer par les différences de pouvoir d'achat des ménages dans les régions.

**La consommation bio à domicile représente 2,5 % du marché alimentaire** mais peut grimper jusqu'à 20 % pour les œufs et 12 % pour le lait. Un marché encore minime donc, mais si la tendance se poursuit, **il pourrait doubler à l'horizon 2020 et s'ancrer dans le paysage agricole et alimentaire français.** Cela continuera de stimuler la production et de fournir des débouchés à l'importante vague de nouveaux installés de cette année et ainsi de conquérir le marché intérieur avec la baisse du recours aux importations. Mais cela pourra également entraîner une pression des prix à la baisse. De quoi rendre les produits bio attractifs pour les consommateurs, mais de moins en moins rentables pour les agriculteurs en quête de sécurisation de leur revenu...

### La filière bio en Hauts-de-France



**554 producteurs bio**  
2 % des producteurs bio



**18 000 ha**  
dont **2 000 en conversion**  
0,83 % de la SAU régionale  
**6 300 ha en grandes cultures bio**  
**7 500 ha de surfaces enherbées bio**



**5 615 vaches laitières**  
1,8 % du cheptel laitier régional

**764 opérateurs en aval**  
6 % des opérateurs bio français





## CULTURES

### Quelles conséquences après une récolte 2016 désastreuse ?

Quelques soient les productions, la récolte française 2016 a été mauvaise voire catastrophique. 2<sup>ème</sup> région céréalière de France, 1<sup>ère</sup> région légumière, betteravière et de la pomme de terre, les Hauts-de-France sont particulièrement impactés. Une situation d'autant plus compliquée qu'à l'étranger, la récolte est pléthorique. En découlent des résultats économiques dégradés et un probable repli à l'international.

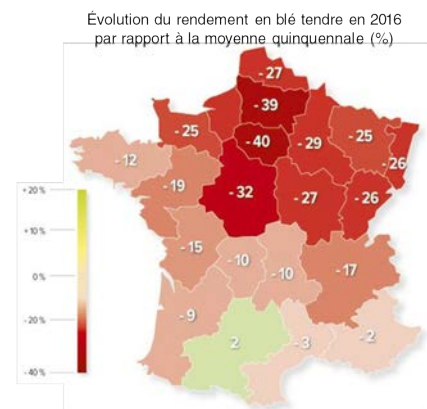
#### Une baisse généralisée des rendements

Les effets du dérèglement climatique sont de plus en plus présents et l'agriculture, très dépendante des conditions climatiques, est un des premiers secteurs économiques à en pâtir. Les températures froides, les pluies excessives et le manque de lumière au printemps, puis le temps sec et chaud à la fin de l'été ont eu raison des productions végétales nationales. Elles enregistrent presque toutes un recul des rendements et, donc, des volumes. Les causes étant avant tout liées à la météo, toutes les régions n'ont pas été touchées de la même manière. La chute des rendements concerne surtout les régions du nord, dont les Hauts-de-France. Et les premières estimations établissent des pertes en grandes cultures de l'ordre de -300€/ha et -700€/ha selon les régions.

**En blé, le repli est considérable.** Après les records en 2015, un nouveau record est enregistré, négatif cette fois : les agriculteurs n'ont pas connu d'aussi mauvaise moisson depuis la sécheresse de 1976. Le rendement chute de 26 % en moyenne en France par rapport à la moyenne des 5 dernières années. En Hauts-de-France, il s'établit entre 55 et 65 qx/ha, bien loin des records approchant les 100 qx/ha de 2015.

Pour les autres productions en région, les estimations font toutes état d'un recul des rendements (maladies, fortes proportions de déchets, structure des sols dégradée). A titre d'exemple, jusqu'à 40 % de la production de chou-fleur a été perdue.

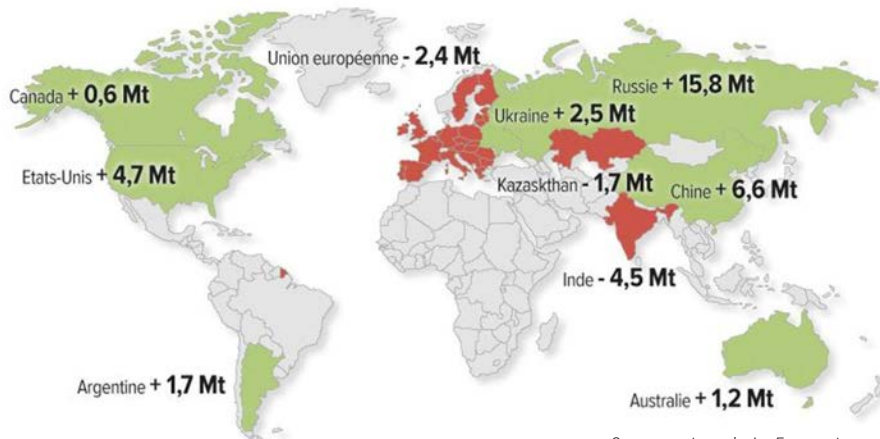
#### Un rendement français en blé tendre en chute de 26 %



Sources : Agritel ; La France Agricole

#### Une piètre moisson européenne dans un contexte d'abondance de l'offre mondiale

Variation de la production de blé en 2016 par rapport à la moyenne quinquennale (en Mt)



Sources : Agritel ; La France Agricole

#### Des pertes de marché certaines à l'international

Cette récolte est d'autant plus problématique qu'elle survient dans un contexte de baisse de prix entamée fin 2015, sans doute accentuée dans les prochains mois par l'abondance de l'offre mondiale. Pour les céréales, les cours ont particulièrement chuté du fait du report des stocks de l'an dernier et de la sensibilité du marché au contexte macroéconomique général (baisse du prix du pétrole, ralentissement de la croissance et mouvements sur les devises). Ainsi, les cours du blé et du maïs sont inférieurs aux niveaux de 2010 (Chicago). Le soja se maintient un peu plus grâce à une hausse marquée début 2016.

Mauvaise récolte française, abondance mondiale et chute des cours... autant de facteurs qui handicaperont la présence de la France à l'international et diminueront ses parts de marché. D'après les premières estimations, elle cédera sa première place européenne à l'Allemagne qui, moins touchée par les pluies de printemps, dispose de 6,6 Mt de blé tendre pour l'export hors UE (contre moins de 5 Mt en France). Les Hauts-

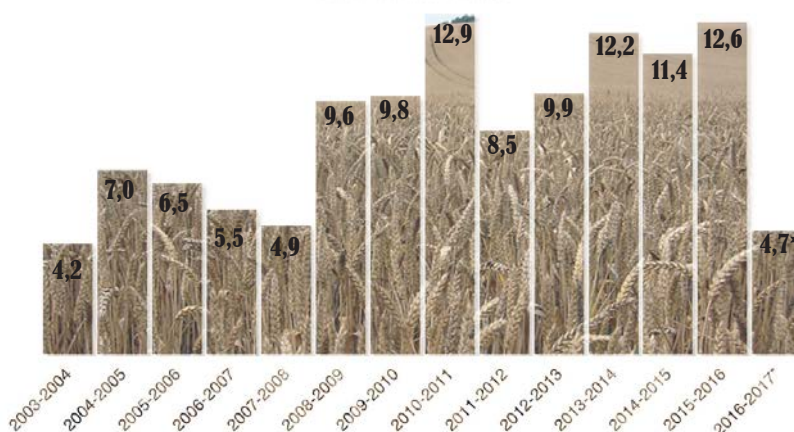
de-France, 4<sup>ème</sup> région exportatrice de céréales et 2<sup>ème</sup> toutes productions végétales confondues en pâtiront sans aucun doute.

Au-delà de la problématique des volumes, la qualité inégale des productions rend la situation encore plus complexe pour l'export, notamment vers l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient. L'exemple du blé est encore frappant. L'Egypte se tourne désormais vers la Russie après avoir exclu le blé français pour des raisons de qualité (teneur en protéines). Les exportations de blé français vers ces pays tiers risquent donc de s'effondrer. Les prévisions de FranceAgriMer se montent à 4,7 Mt sur 2016-2017, soit le volume le plus faible depuis 2003-2004.

Cette rétrogradation de la France sur le marché du blé laisse un boulevard à la concurrence, à même de proposer des prix moins élevés. Pour la première fois depuis 10 ans, l'Ukraine a exporté vers l'Inde, qui importe habituellement du blé français et australien. Quant à la Russie, revenue en force sur la scène internationale, elle pourrait exporter 30 Mt cette année.

#### Blé : la chute annoncée des exportations françaises

Exportation de blé français vers les pays tiers (hors UE) valeur en millions d'euros



\* prévisions

Sources : France AgriMer

## Agroalimentaire

**Des caméras dans les abattoirs, pour lutter contre les maltraitements animaux.** La commission d'enquête parlementaire sur les conditions d'abattage des animaux de boucherie a rendu publiques ses conclusions et avance 65 propositions pour améliorer le bien-être des bêtes mais aussi celui des salariés, dont la mesure phare de rendre obligatoire le contrôle vidéo dans les abattoirs.

**La fromagerie Sainte-Godeleïn va investir 3 M€ dans la construction d'un atelier de 1 800m<sup>2</sup> (Wierre-Effroy, 62).** Ce dernier sera dédié à la fabrication de fromage au lait pasteurisé. Une zone sera également aménagée pour accueillir les visiteurs et vendre les produits.

**L'usine Heineken de Mons-en-Baroeul, qui bénéficie d'une nouvelle ligne de production, recrute 20 personnes.** Le site du 2<sup>ème</sup> brasseur mondial (1<sup>er</sup> en Europe), emploie 274 collaborateurs et produit 3,2 millions d'hl par an et 120 références, soit le centre de production le plus important du groupe.

**Roquette à la recherche des édulcorants naturels de demain.** L'industriel a annoncé le lancement du consortium Dolce avec l'entreprise allemande de biotechnologie Brain et Analyticon Discovery, filiale de Brain spécialisée dans la fourniture de nouvelles matières premières naturelles. Ce projet vise à développer de nouveaux édulcorants naturels et exhausteurs de la saveur sucrée.

**74 licenciements attendus chez C&D Foods,** comme prévu dans l'offre de reprise de Continentale Nutrition (aliments pour chiens et chats), basé à Boulogne-sur-Mer (62) il y a 2 mois et demi. Cela ramènera l'effectif à 281 salariés.

## Conjoncture

**La baisse du chômage se confirme mais la dynamique reste modérée.** Selon Pôle emploi, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A a baissé de 19 100 en juillet 2016, et de près de 74 000 depuis janvier 2016. Cette baisse enregistrée en juillet concerne toutes les classes d'âges ainsi que le chômage de longue durée. L'amélioration est moins nette dans les Hauts-de-France : + 0,1% sur trois mois et - 2% sur un an.

**La baisse du prix des intrants se poursuit, à un rythme moins soutenu qu'en début d'année,** selon le service statistique du ministère de l'Agric-

culture. En juillet, ils enregistraient un recul de 3% sur un an, mais seulement de 0,8% par rapport à juin 2016. Le prix des engrais et amendements enregistre le plus fort recul sur un an (-11,1%), suivi par l'énergie et les lubrifiants (-7,3%). C'est le secteur des grandes cultures qui profite le plus de la baisse des prix. Le prix d'achat des aliments pour animaux est resté quasi stable entre juin et juillet.

**Une enveloppe de plus de 100 M€ du Crédit Agricole Nord de France pour soutenir l'agriculture.** Dans le contexte d'une année 2016 exceptionnellement difficile, le CA a présenté un ensemble de mesures d'accompagnement, qui comprend, entre autres, des solutions banque et assurances souples, réactives et la mobilisation d'une enveloppe de plus de 100 M€.

## Filières

**Sucre : signature d'un accord interprofessionnel triennal** entre planteurs de betteraves et fabricants de sucre, pour la période 2017-2020, accord portant sur les modalités de livraison et de réception des betteraves.

**Pommes de terre : la récolte du nord-ouest européen inférieure de 2,2 % à la moyenne** dans les 5 principaux pays de l'UE (France, R.Uni, Belgique, Pays-Bas, Allemagne), alors que les surfaces ont augmenté de 3,6 %, du fait de rendements globalement bas. Pour ces pays, la récolte devrait tourner autour de 24,9 MT de pommes de terre de consommation, contre 25,3 MT en 2015. Toutefois, d'énormes variations en rendements et en qualités sont constatées. En Belgique la production globale pourrait baisser de 5,8 %, malgré une hausse des emblavements de 12 %. En France, aux Pays-Bas et en Grande Bretagne, la production globale est prévue inférieure aux moyennes pluriannuelles tandis qu'en Allemagne, les volumes devraient augmenter.

**Lancement de la marque « Le Bœuf des Hauts Pays »** par plus de 1 300 producteurs et 1 100 artisans bouchers de la région des Hauts-de-France. Elle proposera le même cahier des charges qu'un label rouge et sera vendue à un niveau de prix légèrement inférieur chez les artisans bouchers en fin d'année.

**Brasserie Moulins d'Ascq : deux nouvelles cuves en financement participatif.** La brasserie bio de Villeneuve d'Ascq (59) doit s'adapter à une croissance à 2 chiffres. L'arrivée de 2 nouvelles cuves de 6 000 litres portera la capacité de fermenta-

tion de 260 à 380 hl. L'ambition en 2017 est de dépasser un objectif de 600 000 bouteilles. Pour financer cette opération, la brasserie fait appel au financement participatif. L'ambition est de réunir 10 000 euros.

## International

**Brexit :** Londres va suppléer les subsides de la Pac selon l'annonce du gouvernement britannique en août. Une enveloppe annuelle de 4,5 Md£ (5,2 Md€) a été évoquée par le ministre des Finances.

**Lait : Fonterra augmente le prix payé à ses producteurs.** La coopérative néo-zélandaise a annoncé une augmentation du prix du lait de 0,5 dollar néo-zélandais par kilo de matière sèche (5,25 dollars néo-zélandais ou 3,40 euros), en lien avec la baisse de la production mondiale, une hausse qui fait suite à celle de 0,5 NZD en août.

## Recherche et innovation

**Innolin, un nouveau biomatériau pour les designers créé par Flax Composites.** La société Flax Composites créée en mai au Centre européen des textiles innovants à Tourcoing (59) a mis au point Innolin. Ce matériau bio-recyclable, léger, isolant phonétiquement et inoffensif chimiquement séduit les designers et architectes d'intérieur et pourrait servir à la création de meubles et de lampes.

**Un cabas compartimenté pour fruits et légumes bientôt testé par les clients.** À partir du 1<sup>er</sup> janv. 2017, les sacs ultrafins utilisés pour emballer les fruits et légumes seront interdits. L'Union régionale des points de vente collectifs (plus de 100 agriculteurs) a confié un projet de sac à des étudiants lillois d'HEI. Et le prototype du cabas compartimenté réutilisable est ainsi né. Il a déjà séduit six points de vente de la MEL et 6 000 exemplaires sont en cours de fabrication. La sortie des cabas est attendue pour la mi-octobre, ainsi que la phase de test.

## Financements

**-44 % pour la commande publique des nouvelles régions au 1<sup>er</sup> semestre 2016.** Les situations sont toutefois très disparates. Les Hauts-de-France font partie des régions où elle a chuté le plus fortement : -72 % sur 6 mois.



**AGRICULTURES & TERRITOIRES**  
CHAMBRE D'AGRICULTURE NORD-PAS DE CALAIS